



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Égalité des chances

**57<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme (CSW),  
Nations Unies, New York  
4-15 mars 2013  
Intervention de Madame Françoise Hetto-Gaasch  
Ministre de l'Égalité des Chances  
Luxembourg**

Le discours prononcé fait foi

Madame la Présidente,

Le Luxembourg s'associe pleinement à la déclaration de l'Union européenne.

L'égalité des hommes et des femmes dans tous les domaines de la vie est le but ultime de nos politiques.

Or, aussi longtemps que la violence à l'égard des femmes ne sera pas éradiquée, une égalité dans la vie privée ne sera pas possible.

C'est pourquoi la lutte contre cette flagrante violation des droits de l'Homme doit rester une priorité au niveau international tout comme dans nos pays respectifs.

De cette session de la Commission de la condition de la femme doit sortir, grâce à des conclusions fortes et partagées par toutes et tous, le message clair au monde entier qu'il faut mettre fin sans délai aux violences faites aux femmes et aux filles.

Cet engagement politique clair est indispensable. Mais il n'est pas suffisant. Il est tout aussi important de veiller à ce que les promesses faites soient suivies d'effets notamment par un renforcement du cadre normatif et un suivi régulier et transparent de sa mise en œuvre.

Des stratégies efficaces pour éliminer les violences faites aux filles et aux femmes nécessitent à la fois l'existence d'un cadre légal rigoureux et des mesures non législatives axées avant tout sur la prévention et la prise en charge globale des victimes.

Le rôle des Etats est double : d'une part, ils doivent assurer une protection juridique adéquate aux victimes et poursuivre avec rigueur les auteurs, d'autre part ils doivent mettre à disposition les ressources humaines, financières et logistiques dont ce combat a besoin.

Ils doivent veiller à ce que leurs forces de l'ordre soient suffisamment sensibilisées et surtout formées pour reconnaître et traiter avec la nécessaire diligence les cas de violences faites aux femmes.

Au Luxembourg, le Parlement est en train de travailler sur une réforme de la législation sur la violence domestique en vigueur depuis 10 ans. La loi repose sur le principe de l'expulsion, c'est-à-dire de l'éloignement du domicile familial de l'auteur pendant une période de 10 jours, période qui peut être prolongée jusqu'à trois mois.

La prise en charge des victimes est garantie grâce à l'intervention d'une ONG, financée avec des deniers publics. Un volet qui reste à améliorer est le suivi des auteurs. C'est pourquoi la réforme prévoit que les auteurs de violence domestique doivent obligatoirement contacter un service spécialisé pendant la durée de leur expulsion du domicile.

Le but recherché par cette mesure est une véritable prise de conscience qu'un comportement violent est intolérable et la recherche d'alternatives pour la solution de conflits potentiels. Il s'agit non seulement de responsabiliser les auteurs mais également et surtout d'éviter des récidives alors que des contacts ultérieurs avec la victime seront inévitables notamment pour organiser l'autorité parentale.

J'aimerais de manière générale souligner l'importance de ne pas oublier les enfants touchés par les violences faites aux femmes que ce soit en tant que victimes ou en tant que témoins. Leur encadrement par des professionnels est indispensable pour leur permettre de surmonter leur vécu et de regagner confiance en eux-mêmes et en la vie.

Pour considérer et coordonner les intérêts des différentes parties impliquées de manière directe ou indirecte dans des cas de violence faites aux femmes, il est primordial d'assurer une mise en commun des efforts de tous les acteurs publics concernés.

Mon pays a résolu ce défi par la mise en place d'un Comité de coopération des professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence.

Cet organe consultatif regroupe des représentants la Police, du Parquet général, du Ministère de la sécurité intérieure, du Ministère de la Justice, du Ministère de l'Égalité des chances, des services prenant en charge les victimes de violence domestique et du service prenant en charge les auteurs de violence domestique.

Le Comité fonctionne comme forum de discussion entre les différents acteurs en vue d'une meilleure coopération dans cette matière très sensible et peut soumettre des recommandations au gouvernement.

Un autre élément essentiel dans les stratégies d'élimination des violences à l'égard des femmes est l'éveil de l'opinion publique par des campagnes d'information et de sensibilisation.

Pour les cibler autant que possible, il ne faut pas hésiter à emprunter de nouvelles voies de communication des messages clés en la matière. Ainsi je vais essayer de toucher une partie de la population luxembourgeoise en prenant recours au « théâtre de prévention » qui consiste à proposer des scénarios en intégrant le public pour après analyser de manière critique les situations jouées.

Le message-clé à faire passer est que la violence fait du mal à toute la famille et nous concerne tous, hommes et femmes, dès le plus jeune âge. Nous devons montrer aux générations futures qu'une vie sans violence domestique et sans violences à l'égard des filles et des femmes est réalisable.

Un accent particulier doit donc être mis sur le respect des droits de l'Homme, en général, et l'éducation sexuelle et affective, en particulier.

Je n'aimerais pas terminer sans souligner la nécessaire implication des garçons et des hommes dans les efforts d'éradication de violence faite aux femmes. Il ne faut pas seulement réduire le rôle des hommes à celui d'auteurs potentiels mais il faut les mobiliser tous pour participer activement à la lutte contre le fléau des violences faites aux femmes et aux filles.

Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons gagner ce combat !

Je vous remercie de votre attention.